

Suède

Conseil de l'Europe

Adhésion : 5 mai 1949

La Convention

Signature : 28 novembre 1950

Ratification : 4 février 1952

Juge en fonction

Elisabet FURA

Historique des juges

Elisabeth PALM (1988-2003)

Gunnar LAGERGREN (1977-1988)

Sture PETRÉN (1971-1976)

Åke Ernst HOLMBÄCK (1959-1971)

Premier arrêt

Syndicat suédois des conducteurs de locomotives c. Suède (6 février 1976)

La Cour et la Suède au 1^{er} janvier 2011

Nombre total d'arrêts : 95

Arrêts de violation : 47

Arrêts de non-violation : 22

Autres arrêts : 26

Décisions d'irrecevabilité : 5 104

Requêtes pendantes : 941

Exemple de mesure générale

Pudas c. Suède (27 octobre 1987)

Impossibilité pour le requérant de contester une décision de retrait d'une licence de transport de passagers.

⇒ Réforme du contrôle judiciaire de certaines décisions administratives.

Exemples d'affaires concernant la Suède

Sporrong et Lönnroth c. Suède (23 septembre 1982)

L'affaire portait sur les conséquences pour les héritiers de M. Sporrong et pour M^{me} Lönnroth, en leur qualité de propriétaires, de permis d'exproprier de longue durée et d'interdictions de construire.

Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)

Non-violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination)

Violation de l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété)

Olsson c. Suède (n° 1) (24 mars 1988)

Les époux Olsson, qui furent tous deux placés dans un foyer pour arriérés dans leur jeunesse, dénonçaient la décision des autorités de prendre en charge et placer leurs trois enfants mineurs sur le fondement d'un rapport des services sociaux.

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Janosevic c. Suède et Västberga Taxi Aktiebolag et Vulic c. Suède (23 juillet 2002)

Les requérants, qui s'étaient vu imposer un redressement fiscal et une imposition supplémentaire, dénonçaient notamment le fait de devoir exécuter la décision de l'administration fiscale avant qu'un jugement définitif n'eût établi quelles étaient leurs obligations.

Violations de l'article 6 (droit à un procès équitable)

White c. Suède (19 septembre 2006)

En 1996, les deux principaux quotidiens suédois du soir, *Expressen* et *Aftonbladet*, publièrent une série d'articles où Anthony White était accusé de diverses infractions pénales, dont le meurtre du premier ministre Olof Palme. Le requérant se plaignait que les tribunaux avaient failli à protéger comme il se doit son nom et sa réputation.

Non-violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Evaldsson et autres c. Suède (13 février 2007)

Les cinq requérants soutenaient avoir été contraints de contribuer au financement des activités générales d'un syndicat contre leur gré et au même titre que des syndiqués, ce qui s'apparentait selon eux à une affiliation forcée au syndicat.

Violation de l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété)